

الصفحة الجديدة

مختارات الصحف

NRP Février 2023 N° 65

LA NOUVELLE REVUE DE PRESSE

Édition française

« ALGERIE, UN REBOND ECONOMIQUE ? »

SOCIÉTÉ

Nécessité d'activer le rôle de la société civile dans l'édification de l'Algérie nouvelle

DROIT

la justice en Algérie « a suivi l'évolution électronique du monde »

Culture/Médias

Théâtre Régional d'Oran : La pièce El Azeb sillonne le pays

Meriem.D

Histoire/Mémoire

Le costume traditionnel, un patrimoine ancestral reflétant l'identité
et le savoir-faire algériens



C.D.E.S

Sommaire

N° 65, Février 2023

Dossier

« ALGERIE, UN REBOND ECONOMIQUE ? »

Rétrospective économique : bilan de 2022 et objectifs pour 2023,
Farid L. P.4

Economie de l'Algérie pour 2023: Les prévisions de la Banque
Mondiale, Anissa Bouayed. P.5

Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique en Algé-
rie «Le redressement se poursuivra en 2023», BOUFATAH Mohamed, P.6

PARI DE L'ANNÉE 2023 : Le boom des exportations vers
l'Afrique, Sarah O, P.6

Exportations hors hydrocarbures : Un nouveau record en 2022,
Lilia Ait Akli, P.7

L'Algérie augmente ses réserves d'hydrocarbures grâce à la
découverte de nouveaux gisements, P.8

SOCIÉTÉ

Nécessité d'activer le rôle de la société civile dans
l'édification de l'Algérie nouvelle, P.9

L'allocation chômage, mesure-phare de Tebboune, entre en
œuvre, Djamila Ould Khettab, P.9

Droit

Loi de finances 2023: appui à l'investissement et à la crois-
sance, P.10

la justice en Algérie «a suivi l'évolution électronique du
monde», P.10

Culture/Médias

Théâtre Régional d'Oran : La pièce El Azeb sillonne le
pays, Meriem.D, P.11

Yennayer, une fête amazighe riche de traditions et de
partage, Amel Ait-Hamouda, P.11

Histoire/Mémoire

El Hadj M'hamed El Anka, une institution musicale, P.12

Le costume traditionnel, un patrimoine ancestral reflétant
l'identité et le savoir-faire algériens, P.13

Bibliographie

La NRP est la nouvelle formule de la « Revue de presse », créée en 1956 par le centre des Glycines d'Alger.
[Attestation du ministère de l'information: A1 23, 7 février 1977]
Revue bimensuelle réalisée en collaboration avec le :

cdesoran@yahoo.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
3, rue Kadiri Sid Ahmed, Oran • Tel: +213 41 40 85 83 •
Site web: www.cdesoran.org / Facebook : Cdes Oran

Ont collaboré à ce numéro

Bernard JANICOT, Leila TENNCI, Ghalem DOUAR, Omar AOUAB, Yassine BENOUSSAD
Sid Ahmed ABED, Adnane BELAIDOUNI, Sofiane BELKACEM, Leila MOUSSATI

« ALGERIE, UN REBOND ECONOMIQUE ? »

Editorial



Le monde d'aujourd'hui n'a jamais connu dans son histoire, autant de flux d'humains, de capitaux ou de marchandises entre ses différents états, renforçant de ce fait, les liens et surtout la dépendance de certains états au reste du monde. Bien que cette dynamique constitue dans un sens, un facteur clé pour le développement de l'économie mondiale, elle contribue aussi à étendre la portée des différentes crises de manière plus rapide, notamment lorsque les grandes puissances économiques sont affectées.

En effet, la fréquence et l'ampleur des crises à peine terminées ont bien remis en causes les stratégies de beaucoup d'états quel que soit leur niveau de développement, à l'instar de l'état algérien.

Même si les ambitions sont grandes, l'économie algérienne affiche déjà quelques indicateurs positifs grâce à son nouveau plan de développement entamé en 2021, qui mise davantage sur une croissance diversifiée. En l'occurrence, l'activité hors hydrocarbure a enregistré des records en termes de croissance (près de 5% l'année écoulée), ce qui a permis de créer des milliers d'emplois à véritable richesse, notamment dans des secteurs comme l'agriculture, la production pharmaceutique qui couvre tous les deux 70% de leurs marchés. Le secteur de l'industrie, lui aussi, a eu son lot de réformes via la reprise des investissements publics, mais surtout par la promulgation de lois encourageant davantage les investissements étrangers (l'annulation de la règle 51/49 pour les secteurs non-stratégiques puis la publication du nouveau code d'investissement, la nomination du médiateur de la république). D'autres réformes ont été initiées à l'instar de la revalorisation des salaires, les allocations de chômage et les subventions aux produits de base pour faire face à l'inflation, afin de soutenir le pouvoir d'achat et relancer la consommation.

Bien que ces orientations aient été saluées par nombre d'organismes internationaux (Banque mondiale, Banque africaine, Fonds monétaire international, etc.), ces derniers soulignent à travers leurs rapports qu'il s'agit de solutions partielles et conjoncturelles et suggèrent entre autres, de maintenir les efforts et de procéder à des réformes profondes et harmonisées afin d'assurer une transition réelle vers une économie non-rentière, multiple et durable. En l'occurrence le système financier algérien (qui a plus de 60 ans) manque de dynamisme et nécessite une diversification et une adaptation au système mondial financier, étant considéré par nombre d'experts comme "la mère des réformes". D'autres structures doivent au même titre suivre le mouvement des réformes comme le système administratif et le secteur privé.

L'Algérie dispose désormais d'une compétitivité (cadre énergétique, main d'œuvre, situation financière, position géostratégique, etc.) et d'un cadre favorable qui lui permet de voir grand, et d'ambitionner une position d'acteur stratégique dans la région.

Ghalem DOUAR

Rétrospective économique : bilan de 2022 et objectifs pour 2023

Après huit années de crise de gestion et deux années de crise sanitaire, l'économie de l'Algérie a repris du poil de la bête en 2022. Comme le montrent plusieurs études et rapports, tous les indicateurs sont au vert... ou presque...

I. Économie de l'Algérie : quel bilan pour 2022??

Le fait économique le plus marquant de l'année 2022 est sans doute le rehaussement des prix des hydrocarbures après plusieurs années de recul. À l'origine de ce «?bouleversement?» se trouve le déclenchement en février du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Un événement qui a aussi provoqué une crise énergétique mondiale touchant notamment le gaz. Résultat, les recettes pétrolières de l'Algérie ont explosé pour culminer à 50 milliards de dollars et

s'achever, l'État a confirmé son caractère social en décidant un certain nombre de mesures. La première d'entre elles fut l'instauration, au mois de mars et pour la première fois en Algérie, d'une allocation chômage. Initialement fixée à 13?000 DA, le président Tebboune a ordonné de l'élever à 15?000 DA en 2023. Les pensions de retraite et les salaires des fonctionnaires connaîtront également des réévaluations. Les seuils minimaux des pensions de retraite augmenteront de 5000 DA?; quant aux salaires, ils connaîtront une réévaluation allant de 4500 DA à 8500

née économique de l'Algérie, il est maintenant temps de passer aux objectifs de 2023...

Investissement, industrie, agriculture et commerce extérieur

L'objectif pour l'Algérie est de mettre en place une véritable industrie automobile avec un taux d'intégration acceptable.

En 2023, le gouvernement nourrit aussi l'objectif de poursuivre sa politique d'encouragement de l'investissement enclenchée en 2022 par la promulgation de la nouvelle loi sur



RÉTROSPECTIVE 2022 : L'ANNÉE ÉCONOMIQUE

ses exportations de gaz naturel ont grimpé à un niveau historique jamais atteint auparavant. Les exportations hors hydrocarbures ont, elles aussi, enregistré le chiffre record de 6 milliards de dollars.

Enfin des voitures à des prix « abordables » !

L'année 2022 a aussi été l'occasion pour les Algériens d'entrevoir le dénouement de la crise du marché automobile qui dure depuis 2017. Le 17 novembre dernier, le gouvernement, sur ordre du président Tebboune, a décidé de réautoriser l'importation de véhicules neufs et de voitures de moins de 3 ans. En outre, l'Algérie a affiché sa volonté de relancer l'industrie automobile sur le territoire national. Dans cette optique, le ministère de l'Industrie a signé à la mi-octobre un contrat avec le constructeur italien Stellantis-Fiat.

Durant cette année qui vient de

DA pour 2,8 millions fonctionnaires.

Le pouvoir d'achat – talon d'Achille de l'économie algérienne

Toutefois, le bilan économique de l'Algérie pour l'année 2022 présente deux faiblesses majeures : la baisse du pouvoir d'achat et les crises des produits de base (pain, lait, huile et sucre). En raison, entre autres, d'une inflation galopante et de l'action des spéculateurs, les prix des produits de large consommation (fruits, légumes, viandes, fournitures scolaires, électroménager...) ont atteint des seuils vertigineux. En conséquence, le pouvoir d'achat des Algériens s'est littéralement effondré...

II. Économie de l'Algérie : quels objectifs pour 2023??

La Loi de finance 2023 consacre le plus gros budget de l'Algérie indépendante. Après l'évocation des principaux faits qui ont marqué l'an-

l'investissement. Celle-ci est venue lever les obstacles bureaucratiques que bloquaient des centaines de projets. En juin dernier, un responsable du gouvernement a fait savoir que la mesure a déjà libéré près de 900 projets en suspens générant ainsi quelque 34?000 postes d'emploi.

2023 se veut aussi l'année de la mise en place d'une véritable industrie locale avec des taux d'intégration d'au moins 40%. L'implantation de l'usine automobile Stellantis-Fiat avec un objectif de produire 90?000 véhicules dès l'année prochaine pourrait faire office de projet pilote en la matière...

Farid L

Algérie 360°

06 Novembre 2022

Economie de l'Algérie pour 2023: Les prévisions de la BANQUE MONDIALE

L'année 2023 sera celle de la croissance. Tous les indicateurs économiques sont au vert. D'ailleurs, selon les estimations de la Banque Mondiale (BM), la reprise économique devrait se poursuivre au courant de cette année. Elle (la reprise) sera soutenue, notamment, par le secteur hors-hydrocarbures et par la croissance des dépenses publiques.

«Dans le scénario de base, le secteur public et le secteur de l'énergie devraient tirer la croissance des investissements, tandis que la croissance de la consommation devrait être plus modeste, dans un contexte de reprise progressive du marché du travail et d'effet de l'inflation élevée sur le revenu réel des consommateurs, en partie compensée par les mesures de soutien au pouvoir d'achat », indique la BM dans son rapport intitulé : « Maintenir le cap de la transition ». [...]

Selon les prévisions de la BM, la production algérienne de pétrole s'établira à 1,031 million de barils/jour en 2023 et 1,022 million de barils/jour en 2024. Celle du gaz atteindra 102,8 milliards m3 en 2023 et 103 milliards m3 en 2024. En hausse par rapport à l'année 2022 où elle était de 1,016 million de barils/jour pour le pétrole et 102,7 milliards m3 pour le gaz.

Dans le segment hors-hydrocarbures de l'économie, selon la Banque Mondiale, « la croissance serait soutenue par la reprise complète du secteur des services et le rebond de l'activité agricole » et « les secteurs industriels et de la construction bénéficieraient néanmoins de la hausse de l'investissement public ».

En effet, la croissance du PIB du secteur des hydrocarbures (+0,5%), de même que l'effet de la reprise graduelle continue dans le secteur des services et de l'agriculture sur la croissance du PIB hors-hydrocarbures (+3,1%), devraient soutenir la croissance (+2,3%), détaille la BM dans son dernier rapport sur le suivi de la situation économique de l'Algérie « Automne 2022 ». En outre, la croissance du PIB se modérerait à 1,8% en 2024, indique la même source. En somme, le PIB devrait s'établir à 197,9 milliards de dollars en 2023 et 193,2 milliards de dollars en 2024.

Quant au PIB par habitant, il devrait baisser en 2023 et 2024, en passant à 0,5% contre 1,8% en 2022. En valeur, selon les projections de la BM, le PIB par habitant devrait s'établir à 4.270 dollars en 2023 et 4.094 dollars en 2024, contre 4.427 dollars en 2022.

Reprise de l'investissement

Sur un autre registre, la BM s'attend à une reprise de l'investissement, tirée par le secteur public et par celui

des hydrocarbures. Sur ce point, l'institution financière mondiale a rappelé les efforts supplémentaires pour soutenir l'investissement. A ce propos, elle a cité la promulgation en 2022 de la nouvelle loi sur l'investissement et la publication de ses textes d'application ; la suppression en 2020 de la règle 51/49 pour les secteurs non-stratégiques et la publication de la nouvelle loi sur les hydrocarbures en 2019.

La BM a également cité la nomination en février 2022 d'un Médiateur de la République afin de débloquent les projets d'investissement en souffrance, et améliorer les rapports entre le citoyen et l'administration. [...]

« Les exportations hors-hydrocarbures continueraient leur bonne performance, tandis que les importations reprendraient une tendance haussière, atteignant 24,5% du PIB, emmenées par la croissance de l'investissement, notamment celle de l'investissement public » et que « ces tendances se prolongeraient en 2024, ramenant la balance du compte courant sous l'équilibre », estime la même source.

La croissance des réserves de change se poursuivrait en 2023

[...] Le rapport de la BM prévoit que « la croissance des réserves de change se poursuivrait en 2023 pour culminer à 13,5 mois d'importations de biens et services à la fin-2023, avant de s'infléchir en 2024 » et que « le déficit budgétaire global devrait quant à lui s'améliorer en 2022 puis se creuser à moyen terme, dans un contexte de baisse des recettes d'hydrocarbures et de rigidité des nouvelles dépenses ».

« Malgré une forte croissance des dépenses courantes telle que présentée par la LFC2022, et une reprise marquée de l'investissement public, la forte dynamique des recettes issues des exportations d'hydrocarbures génère une forte hausse des recettes en 2022, qui excèderait celle des dépenses, et le déficit budgétaire global se résorberait modérément (5,7% du PIB) », explique la Banque Mondiale.

À moyen terme, une baisse des prix et des volumes d'exportation des hydrocarbures entraînerait une détérioration graduelle des équilibres budgétaires et extérieurs, prévient

la même source. Il est à noter que les autorités ont pris une série de mesures afin de faire face à l'inflation ayant atteint un niveau élevé 9,4% en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2022, en intensifiant les mesures de protection du pouvoir d'achat, principalement en augmentant les salaires de la fonction publique, en introduisant des allocations de chômage pour les jeunes primo-demandeurs d'emploi et en renforçant les subventions aux produits alimentaires de base.

Nécessité de soutenir le secteur privé

« Si l'amélioration durable des équilibres extérieurs contribue à la résilience de l'économie, un redressement limité des équilibres budgétaires renforcerait leur sensibilité aux prix des hydrocarbures, dans un contexte d'incertitude autour de la dynamique de l'économie mondiale. L'inflation élevée demeure également un sujet de préoccupation malgré la modération des prix à l'importation, renforçant la nécessité d'une politique de dépense publique et de financement du déficit prudente », ajoute le rapport.

En outre, la poursuite de la mise en œuvre de réformes devant permettre au secteur privé de devenir le moteur d'une croissance soutenable et d'améliorer durablement le cadre macroéconomique demeure essentielle à l'essor et à la stabilité de l'économie algérienne.

« Il est essentiel de garder le cap », a déclaré Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. « La mise en œuvre des mesures du Plan d'action du gouvernement pour accroître la mobilisation des recettes fiscales, utiliser plus efficacement les ressources publiques et promouvoir les investissements du secteur privé est essentielle pour relever les défis mondiaux en toute sécurité et mettre l'Algérie sur la voie d'une croissance durable et inclusive ».

Anissa Bouayed



09 Janvier 2023

Rapport de la Banque mondiale sur la situation économique en Algérie

« Le redressement se poursuivra en 2023 »

La BM met en garde contre les conséquences de la hausse du niveau des dépenses publiques.

Le dernier numéro du rapport sur la situation économique en Algérie, publié, jeudi, par la Banque mondiale, note « la poursuite » de redressement de l'économie algérienne en 2023. Cette tendance est soutenue par la croissance des dépenses publiques et le secteur hors hydrocarbures. D'après ce rapport, « l'économie algérienne a poursuivi son redressement au cours du premier semestre 2022 à la faveur du retour de la production pétrolière à ses niveaux d'avant la pandémie et de la reprise constante du secteur des services, conjugués à une activité agricole plus vigoureuse ». Toutefois, la Banque mondiale met en garde contre les conséquences que pourrait entraîner la hausse du niveau des dépenses publiques, en cas de chute des cours mondiaux du pétrole. Dans ce contexte, l'exposé souligne que l'inflation reste « élevée » (9,4% en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2022). Elle est tirée vers le haut, notamment par la hausse mondiale « des prix des denrées alimentaires, qui ont augmenté de 13,6% en Algérie, affectant particulièrement les ménages les plus pauvres ».

Cette situation avait d'ailleurs amené les autorités à intervenir « en augmentant les salaires de la Fonction publique, instituant une allocations chômage aux jeunes primo-demandeurs d'emploi de moins de 40 ans et en relevant les subventions pour les produits alimentaires de base », note le rapport. Pour la Banque mondiale, « ce

niveau de dépenses pourrait entraîner des problèmes, à moyen terme, en cas de chute des cours mondiaux du pétrole et donc de réduction des recettes publiques ».

S'agissant de la création de l'emploi, le rapport considère « essentielles » les réformes structurelles introduites dans le Plan d'action du gouvernement, qui visent à promouvoir l'investissement du secteur privé. « Il est impératif de maintenir le cap », souligne Kamel Braham, représentant résident de la Banque mondiale en Algérie. Pour ce dernier, « la mise en œuvre des mesures du Plan d'action du gouvernement, visant la mobilisation accrue des recettes fiscales, l'utilisation plus efficace des ressources publiques et la promotion des investissements du secteur privé, permettront de parvenir à surmonter les difficultés de la conjoncture internationale et mettre l'Algérie sur la voie d'une croissance durable et inclusive ».

Dans cette nouvelle édition du développement explicatif semestriel, « l'analyse repose sur des données économiques du premier trimestre 2022 et sur des données de substitution portant notamment sur l'éclairage nocturne et les possibilités d'emploi au deuxième trimestre ». La hausse des cours mondiaux des hydrocarbures a permis le redressement des soldes extérieurs, en enregistrant un excédent de la balance des paiements...



BOUFATAH Mohamed
07 Janvier 2023

PARI DE L'ANNÉE 2023 : Le boom des exportations vers l'Afrique

Le directeur du suivi et de la promotion des initiatives commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Salim Reggad, a déclaré que «



2023 sera l'année des exportations de l'Algérie vers l'Afrique». Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Reggad a annoncé que l'Algérie exportera de nombreux matériaux vers le continent, notamment, l'urée, l'ammoniac et divers engrais, en plus de l'électronique, des fournitures scolaires, des pâtes, du ciment, du fer et de nombreux produits non transformés», soulignant que « les signes de succès et d'ouverture sont évidents ». Aussi, l'invité a souligné que « l'Algérie exporte actuellement plusieurs appareils électroménagers, tels que des réfrigérateurs et des téléviseurs, vers la Libye, le Cameroun, le Bénin, la Côte d'Ivoire et d'autres », ajoutant « nous travaillons à un plus grand développement de la filière des appareils électroniques ». Dans le même con-

texte, Salim Reggad a expliqué que « l'Algérie est qualifiée pour prendre des parts importantes sur les marchés africains et occuper la première place sur le continent, notamment avec la possession de routes par l'Algérie, car « nous disposons d'importantes ressources, ce qui nécessite d'accélérer le rythme pour atteindre le but ». Le directeur du suivi et de la promotion des initiatives commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Salim Reggad, s'attend à la relance économique algérienne avec la publication imminente de décrets exécutifs qui activeraient le système d'exportation et faciliteraient la tâche de tous les exportateurs, notamment en termes de transfert de fonds. Reggad a noté que « le nouveau projet routier reliant Tindouf à Zouerate (Mauritanie) est un véritable succès, permettant la réduction du délai de transport terrestre entre l'Algérie et la Mauritanie de 12 jours à seulement 3 ou 4 jours. Il a noté également que « l'Algérie connaît une percée majeure en termes de production, de qualité, ce qui mettra fin à l'importation et à la dépendance ». L'invité de la chaîne 1 a ajouté que « l'Algérie est l'un des pays africains producteurs d'huile et de sucre ». « Nous couvrons nos besoins en cette matière et plus » fait-il savoir. Par ailleurs, le même responsable a affirmé les difficultés existant dans la chaîne de distribution dues aux pratiques illégales. Reggad a déclaré que « les autorités travaillent à rationaliser la facture des importations, et cela ne veut pas dire arrêter les importations, mais plutôt les soumettre aux besoins du pays ».

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Sarah O
26 Février 2023

Exportations hors hydrocarbures :

Un nouveau record en 2022

Pour la troisième année consécutive, les exportations hors hydrocarbures battent un nouveau record et enregistrent une augmentation de 36 %. En plus des engrais et des produits de la sidérurgie, qui ont toujours soutenu les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie, d'autres produits sont placés sur le marché international pour atteindre 6,6 milliards d'exportations hors hydrocarbures, soit

portations, lesquels représentent 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 28 %, suivis par les produits de sidérurgie avec 500 millions d'exportations, soit une augmentation de 30 % et le ciment avec environ 400 millions de dollars, soit une augmentation de 93 %. De nouvelles filières ont émergé, selon les précisions de ce responsable, et ont réussi à se faire une place sur le marché inter-

promotion des exportations a fait savoir que 147 pays sont destinataires de produits algériens. Les pays européens sont en tête. « La France en première position (700 millions de dollars), suivie par l'Italie (415 millions de dollars) et l'Allemagne (260 millions de dollars) », a précisé M. Houari Abdellatif, lequel a indiqué que les produits algériens sont également placés sur les marchés africains (Côte-d'Ivoire, Niger, Ghana, Sénégal), arabes (Tunisie, Jordanie) et les pays du Golfe (Syrie, Irak).

Le même responsable a aussi évoqué les ambitions du secteur qui s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route des autorités. « Nous travaillons pour poursuivre la forte dynamique des exportations hors hydrocarbures vers environ 150 pays pour atteindre 15 milliards de dollars en 2024 », a-t-il précisé, soulignant les différentes initiatives du département du Commerce pour promouvoir la production algérienne, notamment par l'organisation des Salons et Foires dans plusieurs pays africains.

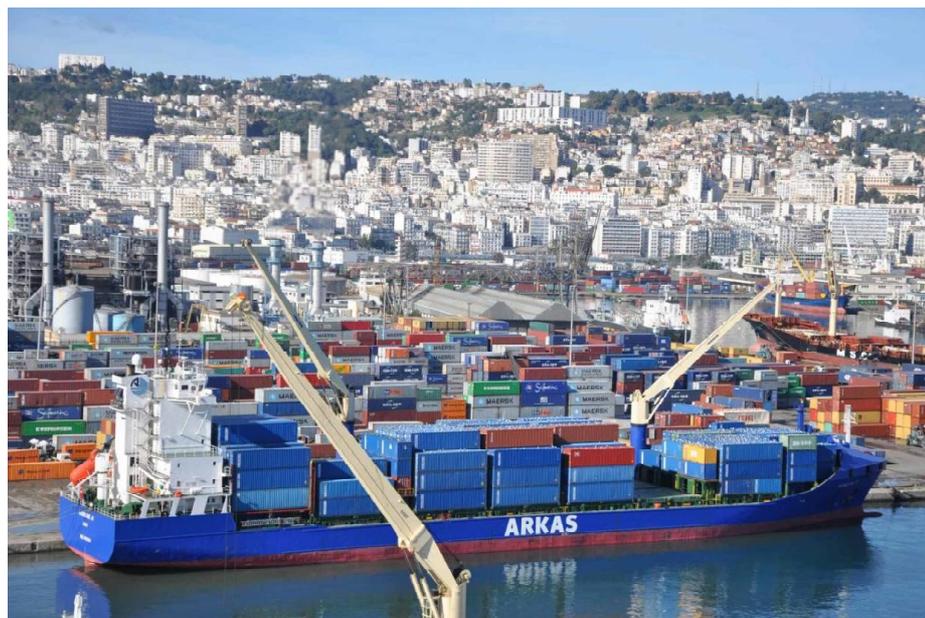
Dans la perspective d'encourager et de promouvoir l'exportation de biens et services, la Direction générale des impôts (DGI) a annoncé des mesures d'accompagnement en faveur des entreprises réalisant des opérations d'exportation de biens et services. Il s'agit de la mise en place d'une procédure simplifiée réservée au traitement des demandes introduites par ces entreprises, a affirmé la DGI dans un communiqué diffusé ce samedi.

Cette procédure simplifiée concerne l'agrément au régime des achats en franchise de TVA, le remboursement des crédits de TVA et de l'avance financière de 30 %, ainsi que les attestations de situation fiscale, en cas de transfert de fonds à l'étranger en relation avec les opérations d'exportation, a-t-on précisé. La DGI a ainsi mis à la disposition de ces entreprises une adresse électronique « sadiratouka.contactdgi@mf.gov.dz », afin de s'informer, dans les meilleurs délais, sur les procédures fiscales en relation avec l'activité exercée et de faire part des difficultés éventuellement rencontrées en la matière.

Lilia Aït Akli

LE JEUNE
INDÉPENDANT

15 Janvier 2023



11 % de l'ensemble des exportations. La barre des 7 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbures pour l'année 2022 fixée par les pouvoirs publics devrait être atteinte. Après avoir enregistré un montant de 5 milliards de dollars en 2021, les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une nouvelle envolée. Durant onze mois de l'année 2022, l'Algérie a exporté 6,6 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbure. C'est ce qu'a affirmé le sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Houari Abdellatif, lequel a exposé le bilan de ces exportations lors de son intervention, hier, sur les ondes de la radio Chaîne 1.

Qualifiant ces résultats de « records » et d'une « première », il a affirmé que durant les onze mois de l'année 2022, l'Algérie a exporté l'équivalent de 6,6 milliards de dollars de produits hors hydrocarbures, alors que durant la même période de l'année précédente (2021), ces exportations étaient de 4,5 milliards de dollars.

Les engrais sont en tête de ces ex-

national. Il s'agit des détergents avec 48 millions de dollars, en sus de l'eau minérale et gazeuse, du carton et de l'emballage. On prévoit l'enregistrement de 6,5 à 7 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures dans le bilan définitif de l'année 2022.

La balance commerciale a enregistré, durant cette période, un excédent de 18,1 milliards de dollars, comme prédit par le Premier ministre, qui avait indiqué que l'excédent de la balance commerciale devrait dépasser les 17 milliards de dollars à la fin de l'année 2022, alors qu'elle avait enregistré un excédent de 14 milliards de dollars le mois d'août dernier. Ainsi, les exportations hors hydrocarbures représentent désormais 11 % de l'ensemble des exportations et les exportations des hydrocarbures sont estimées à 89 %, selon le même responsable. « Ces résultats sont réalisés grâce à la politique adoptée par les pouvoirs publics, relative à la diversification de l'économie et des exportations », a-t-il souligné.

Pour ce qui est des pays vers lesquels les produits made in Algeria sont exportés, le directeur du suivi et de la

L'Algérie augmente ses réserves d'hydrocarbures grâce à la découverte de nouveaux gisements

Sonatrach, ..., a annoncé trois découvertes de pétrole et de gaz naturel dans le Sahara dont l'une en association avec la compagnie italienne Eni. Le pays devrait augmenter ses livraisons de gaz aux pays européens qui veulent moins dépendre de la Russie.

L'Algérie, l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Europe, augmente ses réserves d'hydrocarbures. ... Sonatrach a annoncé lundi avoir fait trois découvertes de pétrole et de gaz dans le Sahara algérien dont l'une en partenariat avec le groupe italien Eni.

La première exploration, réalisée par Sonatrach sur fonds propres, concerne deux réservoirs dans le périmètre de recherche - In Amenas 2 - du Bassin d'Illizi, selon le communiqué de Sonatrach. "Les débits enregistrés, lors des

prospection et l'extraction de gaz. Ses recettes ont augmenté de 70% en 2021 grâce à une hausse de 19% de ses exportations d'hydrocarbures, avait précisé en janvier son PDG, Toufik Hakkar.

L'Algérie, dont les réserves prouvées de gaz naturel s'élèvent à près de 2.400 milliards de m³, fournit environ 11% du gaz consommé en Europe, contre 47% pour la Russie. Il est le premier exportateur africain de gaz naturel et le 7^e mondial.



tests, sont de 300.000 m³/jour de gaz et 26 m³/jour de condensat à partir du premier réservoir, et de 213.000 m³/jour de gaz et 17 m³/jour de condensat à partir du deuxième réservoir", a précisé le groupe.

La deuxième découverte a été réalisée par la compagnie nationale et son partenaire italien Eni dans la région nord du bassin de Berkine et "a mis en évidence une découverte de pétrole brut". "Durant le test de production, le puits a donné lieu à 1.300 barils/jour d'huile et 51.000 m³/jour de gaz associé", souligne le groupe. La mise en production anticipée des deux premières découvertes se fera de manière accélérée via le raccordement des puits aux installations existantes.

La troisième découverte faite par le groupe algérien a été enregistrée "lors du forage d'un puits sur le périmètre de recherche Taghit du bassin de Bechar, où une production intéressante de gaz a été obtenue lors du test".

Un investissement de 40 milliards de dollars

Début janvier, Sonatrach avait annoncé vouloir investir 40 milliards de dollars entre 2022 et 2026 dans l'exploration, la production et le raffinage de pétrole ainsi que la

Plusieurs pays européens cherchant à réduire leur dépendance aux livraisons russes depuis l'invasion de l'Ukraine se sont tournés vers l'Algérie ... Lors du sommet algéro-italien tenu le 18 juillet, l'Algérie a annoncé une augmentation de ses livraisons de gaz à l'Italie, dont elle est devenue le premier fournisseur, devant la Russie.

Par ailleurs, au début du mois de juillet, Sonatrach a annoncé avoir signé avec le français Engie un accord de vente et d'achat qui étend leur partenariat au gaz naturel liquéfié (GNL) et se traduira par l'augmentation de la part de Sonatrach dans le portefeuille d'approvisionnement d'Engie.

Mais cette nouvelle configuration énergétique avec l'Europe n'est pas sans poser de problèmes. Ainsi, la fourniture de gaz naturel algérien à l'Espagne a donné lieu à des tensions diplomatiques. ...

Nécessité d'activer le rôle de la société civile dans l'édification de l'Algérie nouvelle

ALGER - Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Abderrahmane Hamzaoui, a affirmé que les assises nationales de la société civile organisées pendant deux jours à partir de mardi, visent à promouvoir le rôle de la société civile dans l'édification de l'Algérie nouvelle, à travers la consécration des principes de la citoyenneté agissante.

Dans une déclaration à l'APS, M. Hamzaoui a souligné que l'Observatoire a pris l'initiative d'organiser ces assises "en concrétisation de l'approche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour une société civile libre et intègre, capable d'assumer son rôle d'accompagnateur et d'évaluateur de la politique publique".

Il a ajouté que ces assises "interviennent en application des recommandations issues d'une série de conférences de wilaya, tenues au niveau local pendant trois mois et ayant permis de faire le diagnostic de la réalité

de la société civile, de ses préoccupations et aspirations".

Ces assises placées sous le thème "La société civile, socle de l'édification de l'Algérie nouvelle", verra la participation de 700 représentants d'associations nationales et locales, d'organisations, de syndicats et de la communauté nationale à l'étranger".

Ce rendez-vous constituera "une occasion de dialogue et de concertation entre les différents acteurs afin de faire de la société civile un pivot pour consacrer la citoyenneté agissante et la démocratie participative.

Les participants aux ateliers organisés à cette occasion et encadrés par des spécialistes, débattront des résultats des conférences de wilaya et des mécanismes de promotion du rôle de la société civile, et examineront certaines lois telles que la loi sur les associations, la loi sur l'activité syndicale et le projet du code communal et de wilaya.

...M. Hamzaoui a affirmé que les défis actuels "exigent une... grande prise de conscience de la responsabilité et un soutien efficace des institutions de l'Etat pour le maintien de la sécurité... la stabilité", soulignant l'importance du rôle des acteurs de la société civile "en tant que partenaire permanent dans la conception des politiques publiques pour relever les différents défis".

Dans un autre contexte, M. Hamzaoui a révélé l'élaboration par l'Observatoire national du rapport annuel qui sera remis au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, précisant qu'il s'agit d'un rapport global, reflétant la réalité de la société civile et qui comprendra le bilan annuel des activités et des réalisations de l'Observatoire ainsi que ses propositions pour le renforcement du rôle de la société civile".

L'EXPRESSION dz.com
Le Quotidien

15 Novembre 2022

L'allocation chômage, mesure-phare de Tebboune, entre en œuvre

Pour les autorités, il s'agit d'accorder aux primo-demandeurs d'emploi un revenu « pour subvenir aux besoins de base ». Mais la mise en place ... interroge, d'autant que le champ d'application pourrait se révéler nettement plus large que prévu par le chef de l'État.

C'est l'une des mesures sociales...ambitieuses du président... depuis son accès chahuté au pouvoir.... Prévus dans la loi de finances 2022, le nouveau dispositif d'allocation chômage a été mis en œuvre ce 25 février. Il est destiné aux primo-demandeurs d'emploi... âgés entre 19 et 40 ans. Les candidats à cette allocation d'un montant de 13 000 dinars par mois (soit environ 82 euros) doivent être inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) avant de postuler sur une plateforme numérique dédiée (minha.anem.dz). Ils seront par la suite convoqués à un rendez-vous à l'antenne locale de l'Anem proche de leur lieu de résidence...

Aucun autre revenu

Pour bénéficier de cette allocation, qui ouvre également droit à une couverture sociale, les postulants doivent répondre à un certain nombre de conditions,.... À savoir,.... être enregistré auprès des services de l'Anem depuis au moins six mois, ne justifier d'aucun revenu ou aide sociale, ne pas suivre de cursus dans un établissement d'enseignement supérieur ou de formation professionnelle. En contrepartie, le bénéficiaire s'engage à se présenter cha-

Djamila Ould Khettab

que mois au bureau d'emploi dont il dépend pour une nouvelle validation de son inscription, et à ne pas rejeter deux offres d'emploi correspondant à ses qualifications ni refuser une formation « visant à améliorer son employabilité », ...

Plus de 1,5 million de concernés ?

La mesure vise à soulager une frange de la population précaire, acculée par une flambée des prix.... L'Algérie a clôturé l'année 2021 avec un taux d'inflation supérieur à 6 % selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI). Un record dans un pays où ce taux oscillait jusque-là entre 3% et 4%. Et la tendance inflationniste n'est pas près de s'estomper,...., Abdelmadjid Tebboune a parlé de 620 000 potentiels bénéficiaires.... Le pays comptait plus de 1,5 million d'inactifs dont près de la moitié avaient moins de 30 ans, en 2019, selon le dernier rapport de l'Office national des statistiques (ONS). Mais ce chiffre ne prend pas en compte les répercussions du ralentissement de l'activité ces trois dernières années ni l'impact de la pandémie sur le marché de l'emploi.

il faut s'attendre à un nombre de candidats à l'allocation chômage plus élevé que celui annoncé

« Depuis l'annonce de la mesure, on remarque une grande affluence vers les bureaux de l'Anem. Beaucoup de gens qui n'avaient jusqu'ici jamais entrepris de démarches et étaient restés en dehors des radars sont en train de se déclarer....

Incertitudes sur le coût et la soutenabilité

Le financement de cette politique sociale soulève... des questions sur la capacité du pays à la maintenir, alors que l'Algérie est en proie à une crise économique et financière aiguë. Malgré une hausse des recettes fiscales tirées des hydrocarbures, portées par une récente embellie sur les cours pétroliers, le déficit budgétaire s'élève encore à 10 % du PIB et la dette publique avoisine 60 % du PIB.... Si les dirigeants algériens profitent d'une conjoncture favorable, avec un baril de pétrole supérieur à 100 dollars, pour lancer cette mesure, ils pourraient rencontrer de grandes difficultés à la maintenir....

JEUNE AFRIQUE 28 février 2022

Loi de finances 2023: appui à l'investissement et à la croissance

ALGER- La Loi de finances 2023, signée dimanche par le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, comprend une série de mesures aussi bien dans l'appui à l'investissement que dans la sphère fiscale, dans le cadre d'une nouvelle approche budgétaire centrée sur les objectifs et ce pour davantage d'efficacité et de transparence.

Il s'agit de la première loi de finances élaborée en vertu de la loi organique 18/15 relative aux lois de finances qui consacre notamment la prévision budgétaire sur une période de trois ans. Le texte prône notamment la poursuite de l'effort de l'Etat pour maîtriser ses équilibres financiers, l'encouragement de l'investissement, la consolidation des acquis sociaux tout en poursuivant la dynamique de croissance. C'est ainsi que la loi introduit, dans son article 9, un allègement de la procédure obligeant les investisseurs à réinvestir 30% des montants correspondant aux exonérations au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et la taxe sur l'activité professionnelle (TAP), octroyées dans le cadre des dispositifs d'aide, tout en leur octroyant la possibilité d'investir ou d'effectuer des placements dans des start-up ou des incubateurs... L'objectif de cette mesure (article 49) est de promouvoir l'esprit entrepreneurial et de faciliter aux jeunes l'accès au marché du travail notamment via l'auto-emploi.

De plus, il a été autorisé de procéder au dédouanement des chaînes et matériels de production de moins de 5 ans et des équipements et matériel agricole de moins de 7 ans, après les amendements votés par l'APN. Toujours dans le chapitre investissement, le texte prévoit également l'allègement des charges fiscales concernant la taxe sur les véhicules de transport du personnel des entreprises et l'exonération de l'IBS des coopératives de la pêche et d'aquaculture et des fédérations agréées... Loi de finances 2023: cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme

Voici les principaux indicateurs du cadrage macroéconomique et budgétaire de la loi de finances pour l'année 2023... avec des prévisions pour

les années 2024 et 2025... - Les réserves de change devraient passer de 59,7 milliards de dollars fin 2023 à 69 milliards de dollars fin 2025, représentant respectivement 16,3 et 19,3 mois d'importations de biens et services hors facteurs de production.

- Les recettes budgétaires totales prévisionnelles entre 2023 et 2025 augmenteraient de 4% en moyenne pour atteindre 7.901,9 milliards de



dinars en 2023, 8.187,2 milliards de dinars en 2024 et 8.454,6 milliards de dinars en 2025.

- La fiscalité pétrolière contenue dans le budget devrait augmenter entre 2023 et 2025 à une moyenne annuelle de 2,9%, estimée sur la base d'un prix de référence de 60 dollars le baril, pour passer de 3.298,5 milliards de DA en 2023 à 3.409,6 milliards de DA en 2024 et à 3.502,2 milliards de DA en 2025.

- Les ressources ordinaires devraient enregistrer une croissance de 4,8% en moyenne au cours de la période 2023-2025, résultant principalement de l'augmentation des recettes fiscales (environ +6,6% en moyenne entre 2023 et 2025). Les ressources ordinaires devraient passer de 4.603,4 milliards de DA en 2023 à 4.777,6 milliards de DA et à 4.952,4 milliards de DA en 2025...



25 Décembre 2022

la justice en Algérie

«a suivi l'évolution électronique du monde»



Le secteur de la justice en Algérie "a suivi l'évolution électronique enregistré dans le monde", a affirmé jeudi à l'Université Mohamed-Lamine Debaghine, Sétif-2, le président de la cour de justice de cette wilaya, Azzedine El Orfi. Cet effort de modernisation de la justice en Algérie a porté sur divers aspects du secteur, a assuré le même responsable dans son intervention... Parmi ces aspects, figure, a ajouté le conférencier, la création de sites électroniques, d'un portail de la justice, d'un réseau sectoriel du ministère de la Justice, d'un système de gestion et de suivi des dossiers judiciaires, d'un système de gestion et de suivi des détenus et de gestion des mandats d'arrêt et d'interdiction de quitter le territoire national, la numérotation



des archives et autres applications visant à faciliter le travail administratif et suivre l'évolution opérée dans le monde... L'intervenant a noté que le législateur algérien, a codifié l'utilisation des moyens techniques et audiovisuels au cours des diverses étapes de l'action publique depuis la plainte au prononcé du jugement.



02 Décembre 2022

Théâtre Régional d'Oran : La pièce El Azeb sillonne le pays

La nouvelle production du théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula (TRO), *El Azeb* (le célibataire), écrite et mise en scène par Moulay Méliani Mohamed Mourad, effectuera plusieurs représentations à travers le pays, a confié le directeur du TRO Mourad Senouci sur sa page officielle.

En effet, six représentations sont au programme dans cinq wilayas du pays. La pièce est déjà passée par Biskra le 12 janvier dernier, par Constantine le 14 du même mois, et avant-hier par El Eulma. *El Azeb* sera également présenté aujourd'hui à Annaba et le 20 et 21 au Théâtre National Algérien Mahieddine Bechtarzi (TNA).

Pour rappel, la pièce a participé au 15e Festival national du théâtre professionnel d'Alger (FNTP), qui s'est déroulé du 23 décembre au 1 janvier dernier à Alger. Elle a remporté le prix de la meilleure interprétation féminine campé par la brillante comédienne Amina Belhoucine.

Cette représentation de 80 minutes combine divers arts de la scène tels que le chant, la danse et la musique, représentant des peintures artistiques qui reflètent le patrimoine culturel et historique de la ville el Bahia d'Oran.

La pièce traite l'histoire d'un jeune homme, Zoubir la crevette, qui souffre d'une peur. Celle du mariage et refuse de fonder une famille à cause de ses complexes psycho-

logiques, et de la peur des obligations sociales, notamment matérielles. Il a hérité d'une maison de son grand père Si Kada, un ancien Moudjahid qui l'avait obtenu en compensation de ses 7 années de combat dans la guerre d'Algérie

Le spectacle interprété par les talentueux comédiens Houria Zaouch, Amina Belhoucine, Mustapha Meratia, Youcef Gouasmi, Sofiane Ahed et Amine Rara, rend hommage aux grandes icônes de l'art algérien et étranger, à l'exemple de l'artiste-plasticien Mohamed Issiakhem, aux grands chanteurs, Blaoui El Houari et Hasni Chekroun, au dramaturge, Abdelkader Alloula ou encore, au comédien, Sirat Boumédiène et à l'actrice Marilyn Monroe.

Le metteur en scène présente son nouveau travail à travers 11 tableaux, à travers lesquels il tente d'apporter une nouvelle vision basée sur la comédie noire mêlée à l'humour. Il critique implicitement des situations sociales sous une forme comique.

La scénographie s'est distinguée par son décor mouvant qui change à chaque tableau et reflète le patrimoine de la ville d'Oran, dont celle de la célèbre maison d'édition Disco Maghreb.

Meriem.D

18 Janvier 2023

LE RESUME
INDEPENDANT

Yennayer, une fête amazighe riche de traditions et de partage

De l'océan Atlantique à l'oasis de Siwa en Égypte, de la mer Méditerranée au fleuve Niger en Afrique de l'Ouest, les Amazighs célèbrent chaque année Yennayer entre le 12 et le 14 janvier

Premier jour du calendrier julien (en décalage de treize jours par rapport au calendrier grégorien plus vastement utilisé à travers le monde), Yennayer, ou Nouvel An amazigh, coïncide avec le début du calendrier agraire nord-africain et marque l'éclosion de la prochaine récolte et la fin des labours...

La première trace écrite de Yennayer et de ses festivités remonterait à al-Andalus, l'Andalousie musulmane du Moyen Âge. Le poète de Cordoue Muhammed Ibn Quzman (1078-1160) décrit dans son Diwan (recueil de poésie) l'ambiance odorante des souks bien achalandés et dépeint les quantités de confiseries étalées exclusivement pour accueillir Yennayer.

Journée chômée et payée en Algérie depuis 2018

Si Yennayer est l'une des plus anciennes célébrations de l'humanité correspondant au premier jour du calendrier julien, le calendrier amazigh n'a été instauré qu'à partir de 1980.

En effet, c'est à ce moment-là que l'écrivain algérien Ammar Negadi (1943-2008), alors fondateur de l'Union du peuple amazigh, propose à l'Académie berbère, association culturelle basée à Paris et vouée aux cultures amazighes, la création du point zéro de l'ère amazighe à partir de l'an 950 avant J-C, en référence à l'accession au trône d'Égypte de Sheshonq Ier, issu d'une tribu libyque, ancêtre des Amazighs modernes, après avoir vaincu Ramsès III (1217 av. J-C, 1155 av. J-C.)

Ainsi, l'année 2023 correspond à l'année 2973 du calendrier amazigh.

Depuis 2018, par décret de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika (1937-2021), Amenzen Yennayer (le Nouvel An amazigh) est une fête officielle chômée et payée en Algérie...

Grand ou petit, chacun doit accomplir différentes tâches. Les femmes nettoient précieusement leurs ustensiles tels que l'azzetta (métier à tisser), la tasirt (petite meule) et le kanun

(foyer) pour appeler à l'abondance des moissons et des récoltes.

Les hommes taillent les arbres fruitiers pour procurer longévité et prospérité à la végétation. Dans le but de s'initier au labeur, les adolescents récoltent fruits et légumes. Les plus petits confectionnent des masques dans l'intention de se déguiser et d'aller sonner aux portes en demandant des confiseries.

Le concours des forces invisibles

Au petit matin, l'aînée de la maison saupoudre tous les recoins du foyer d'ibsis, un mélange de farine, d'huile et de sel. Puis, elle chasse tamyart n gar aseggwas (l'épouse de la mauvaise année) en balayant symboliquement toutes les pièces...

Pour éloigner la foudre, les Amazighs se parent de leurs plus beaux habits et préparent un dîner de communion, imensi n yennayer (le dîner de Yennayer), pour lequel chaque région met à l'honneur sa spécialité...

Les familles se réunissent autour d'un festin copieux. En revanche, il est interdit de manger des aliments à goût amer afin de se prémunir contre une mauvaise année. Les mets incontournables sont les galettes traditionnelles, le couscous, le berkoukes (boulettes de farine cuites dans un bouillon léger et accompagnées de la viande de la volaille sacrifiée pour l'occasion).

La soirée continue avec du thé et d'innombrables douceurs en consommant des fruits secs de la précédente récolte amassés dans de grandes cruches en terre. En Algérie, le plus jeune membre de la famille sera placé par ses grands-parents ou ses grands-oncles dans une bassine où ils verseront délicatement sur sa tête al-traz (mélange de châtaignes, dattes, figues, noix, noisettes, amandes, cacahuètes, glands, dragées et friandises). Puis, tous les membres de la famille prendront des poignées d'al-traz.

Amel Ait-Hamouda

11 Janvier 2023

MÆ
MIDDLE EAST EYE
éditeur français

El Hadj M'hamed El Anka, une institution musicale

La scène musicale nationale lui doit le chaâbi contemporain, le mandole, une interprétation atypique et des succès qui raisonnent encore chez plusieurs générations de chanteurs et musiciens. El Hadj M'hamed El Anka, précurseur de la chanson chaâbi et enseignant de musique, aura enrichi sensiblement le répertoire du patrimoine musical algérien. L'Algérie qui célèbre cette année le soixantenaire du recouvrement de la souveraineté nationale, lui doit aussi l'hymne populaire à l'indépendance, le fameux "Hamdoulillah mabqach istiïmar fi bladna", une œuvre que le "Cardinal" avait écrite et composée alors que l'affranchissement du joug colonial se profilait à l'horizon, pour

"réalisé le plan de cet instrument en 1935, et l'avoir remis au luthier de Bab El Oued, Jean Bélido", également professeur de musique. Dans ce même entretien, il évoque plus longuement sa collaboration et sa relation avec Hadj Mrizek et ses histoires avec ses nombreux élèves dont Hadj Menaouar (1913-1971), qu'il qualifie comme "un de mes meilleurs", Khelifa Belkacem (1907-1951), Omar Mekraza (1924-1986) ou encore Hsissen, Ahcène Larbi Benameur de son vrai nom (1929-1959). Natif de la Casbah d'Alger en 1907, Mohamed Idir Halou de son vrai nom, a suivi une scolarité à l'école coranique à la Casbah et à l'école coloniale Brahim-Fateh. Il a très jeune choisi la voie de

chaâbi, une aventure qui va donner naissance à un orchestre conduit par Mohamed Ferkioui. Durant une carrière de plus de 60 ans voués à la musique, accompagné de musiciens d'exception à l'exemple de Mustapha Skandrani, Ali Debbah dit Alilou, Abdelghani Belkaid ou encore Mohamed Seghir Aouali, El Hadj M'hamed El Anka aura légué au répertoire algérien pas moins de 360 qcid et quelques 130 disques. L'illustre interprète de qcid comme "El Meknassia", "El Baz" et "Ouelfi Meriem", aura également accompagné toutes les célébrations du recouvrement de l'indépendance depuis 60 ans avec "El Hamdoulillah mabqach istiïmar fi bladna" et laissé son empreinte dans d'innombrables fêtes familiales qu'il a animées lui-même ou ses nombreux élèves. Abdelkader Chercham, Rachid Souki, Ahmed Bernaoui, Rachid Berkani ou encore Robert Castel sont autant d'élèves formés dans les années 1950 qui se retrouveront autour de son fils, El Hadi, lors de l'aventure "El Gusto", un orchestre recomposé qui ira en tournée mondiale promouvoir le chaâbi. Le chercheur et spécialiste du patrimoine musical algérien Abdelkader Bendameche, a confié que "si le chaâbi m'était conté, j'aurais certainement élevé un piédestal à l'effigie de Cheikh M'hamed El Anka sans hésitation, car avec sa personnalité, son charisme, son audace artistique et sa dextérité instrumentale sur le mandole, il a inscrit son nom en lettres d'or sur le fronton de l'histoire musicale algérienne". Il a également estimé que l'apport du Cardinal à la création de cet instrument qu'est le mondole, et la refonte de ce genre musical ancestral ont fait de lui le "bâtitteur de la chanson chaâbi qui fait notre fierté". Après une longue carrière qui prendra fin en 1977, El Hadj M'hamed El Anka a fait part du profond respect qu'il vouait à l'art en déclarant au célèbre écrivain Kateb Yacine: "l'art c'est la vie et on ne peut estimer la vie (...) l'art n'est pas un paravent pour se cacher le visage et tendre la main".

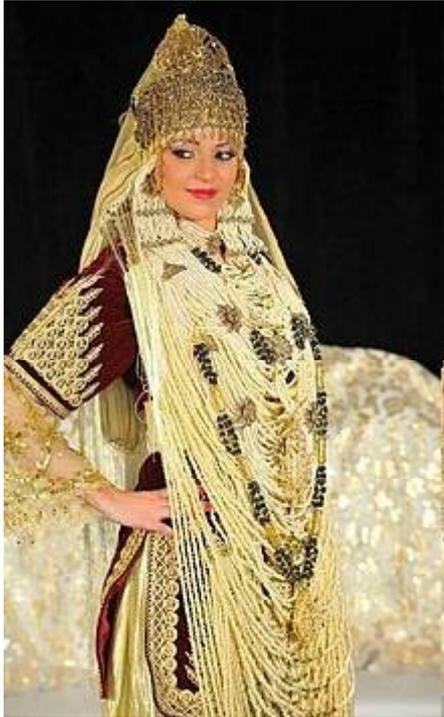


la chanter la première fois le 3 juillet 1962. Cette illustre personnalité de l'art algérien, disparue le 23 novembre 1978, aura été l'initiateur du genre chaâbi mais aussi de toute une classe d'interprètes du genre, se réclamant de la "Ankaouia", et de plusieurs générations de musiciens qu'il a formés au Conservatoire municipal d'Alger. En se lançant dans cette aventure du chaâbi, El Hadj M'hamed El Anka avait poussé sa volonté de se démarquer des orchestres de musique andalouse jusqu'à introduire de nombreux instruments comme le banjo et le piano, mais aussi jusqu'à "affirmer sa personnalité" en concevant un instrument dont "le son résonnerait, autant que sa propre voix, pour être entendu au-delà des maisons de la Casbah" ... La création du mandole, le Cardinal l'avait évoquée dans un entretien avec l'écrivain Kateb Yacine, où il affirmait avoir

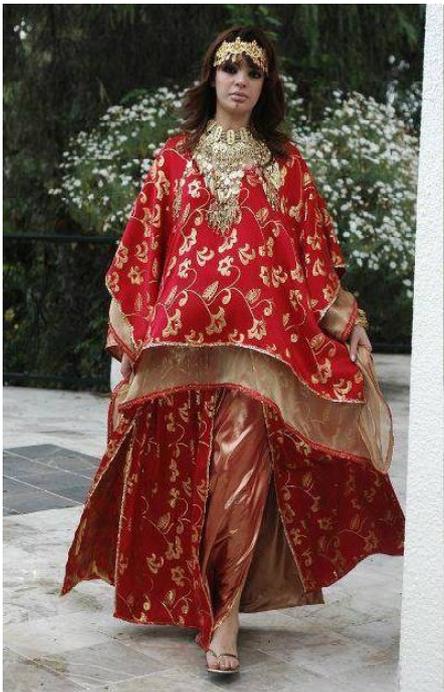
la musique dans un environnement propice à la création et à l'apprentissage auprès de figures comme Mustapha Nador et Mohamed Ayad, dit Khioudji. Après la disparition de Mustapha Nador en 1926, le jeune M'hamed le remplace pour l'animation des fêtes familiales et commence à se démarquer de la musique andalouse. Cette touche de fraîcheur va le conduire à enregistrer de nombreux disques, puis à chanter et enregistrer des œuvres en Tamazight de 1929 à 1931, et à diriger le premier orchestre de musique populaire de la Radio, qui allait devenir à partir de 1946 "orchestre chaâbi" grâce au concours de Boudali Safir. En 1955, l'interprète emblématique de "Sobhane Allah Ya Ltif", sur un texte du regretté Mustapha Toumi, fait son entrée au Conservatoire municipal d'Alger en qualité de professeur chargé de l'enseignement du

Le costume traditionnel, un patrimoine ancestral reflétant l'identité et le savoir-faire algériens

De l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, la variété du costume et de l'habit al-



gériens est telle qu'elle ne saurait être répertoriée. Issu de multiples brassages historiques, ce patrimoine séculaire est le reflet de l'identité et d'un savoir-faire algériens ayant ré-



sisté, pour la plupart, au temps et aux diverses menaces d'effacement. Si les écrits relatifs à ce pan du patrimoine matériel national sont essentiellement ceux de Français réalisés durant leur présence en Algérie, nombre de travaux de recherche ont

été menés après l'indépendance par des chercheurs et spécialistes algériens, dont ceux de Leila Belkaïd qui compte parmi les références les plus fouillées et crédibles en la matière. "Costumes d'Algérie" et "Algéroises, histoire d'un costume méditerranéen" fournissent ainsi une richesse de données précises sur le costume méditerranéen, algérois en particulier, même si l'auteur se réfère grandement aux archives occidentales, la plus ancienne source d'informations, souligne-t-elle, étant un texte espagnol datant de la fin du XVI^e siècle, tout en déplorant le manque d'"objectivité de l'idéologie coloniale" ainsi que le message "réducteur" véhiculé. Dans son 2^eme ouvrage dédié au costume algérois, elle annote qu'au XV^eme siècle, celui-ci était composé d'un drapé (Fouta), pagne long et rayé, d'un péplum à fibules et d'un voile de sortie, d'un costume cousu et fermé (tunique, chemise) ainsi que d'un Seroual, pantalon en fourreau d'intérieur et de sortie. Ces trois combinaisons différaient selon la classe sociale, l'âge et la saison, alors que le costume cérémonial était réalisée dans des étoffes plus luxueuses, informe-t-elle encore, indiquant que la 1^{ère} description précise du costume algérois remonte à fin XVI^e siècle, à savoir la chemise fine (Qmedja) et les chemises-tuniques, pièces majeures des citadines et caractérisées par leur sobriété, avant que l'arrivée des Andalous et des Morisques d'Espagne après la chute de Grenade n'introduise la broderie de l'encolure des tuniques de plastrons. Biologiste de formation et enseignant à l'Université de Annaba, Farouk Khelfaoui voue une passion au patrimoine algérien, dont l'habit traditionnel, et s'est appuyé dans ses recherches avancées sur des travaux comme ceux de Leila Belaud, mais essentiellement sur la mémoire populaire ainsi que les peintures d'orientalistes crédibles, précise-t-il. "Le costume traditionnel algérien raconte une histoire mais aussi des codes", fait-il remarquer, avant de noter que le plus antique habit algérien, celui des Amazighs en l'occurrence, était constitué d'une longue et droite tunique, ornée de franges et qui serait l'ancêtre de l'actuelle Gandoura, à l'origine

de l'appellation de Thakendurth, la robe typique kabyle. Et de détailler les particularités des différentes ré-



gions du pays, à commencer par la tenue d'apparat algéroise qui s'est développée sous le règne ottoman, dont le Karaco, gilet à manches longues et joliment brodé, précédem-



ment appelé Ghlila, avant qu'il ne connaisse la coupe cintrée sous l'influence européenne du début de la colonisation.

[BIBLIOGRAPHIE]

Abdenour Keramane
L'électrification de l'Algérie -
De la lumière dans les ksour
 Editions L'Harmattan, 2020

Abdenour KERAMANE
L'électrification
de l'Algérie
 De la lumière dans les ksour
 Préface de Sid Ahmed Ghazali



L'Harmattan

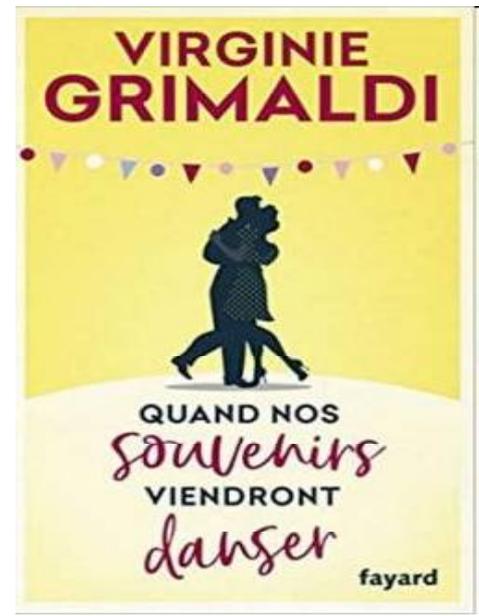
L'ouvrage décrit une des plus authentiques réalisations de l'Algérie, l'électrification, qui a constitué une grande aventure humaine, vécue par une poignée de jeunes cadres commissionnés en 1962 pour assurer la relève des techniciens européens dans un secteur vital. L'auteur rend un hommage appuyé aux travailleurs de Sonelgaz, dévoués au service public, qui ont contribué au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie.

Giuliano da Empoli
Le mage du Kremlin
 Editions GALLIMARD, 2022



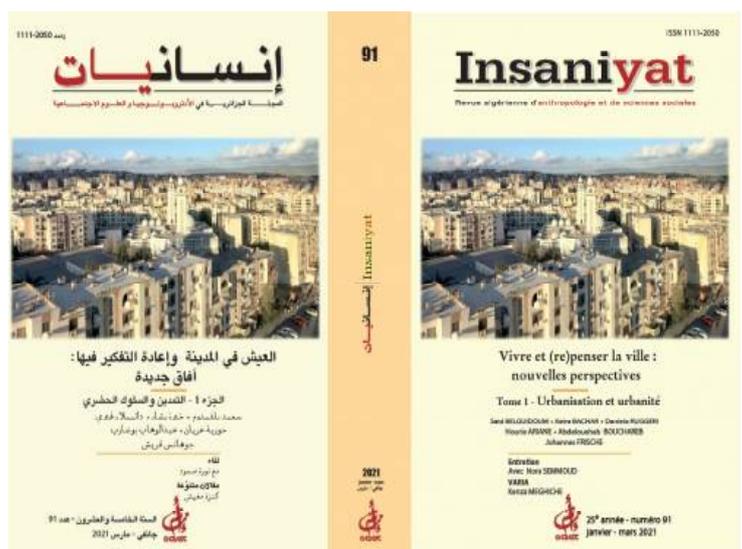
On l'appelait le « mage du Kremlin ». L'énigmatique Vadim Baranov fut metteur en scène puis producteur d'émissions de télé-réalité avant de devenir l'éminence grise de Poutine, dit le Tsar. Après sa démission du poste de conseiller politique, les légendes sur son compte se multiplient, sans que nul puisse démêler le faux du vrai. Jusqu'à ce que, une nuit, il confie son histoire au narrateur de ce livre...

Virginie Grimaldi
Quand nos souvenirs
viendront danser
 Editions Fayard, 2019



Un roman émouvant et plein d'humour sur le temps qui passe et la place des souvenirs

[REVUE]
Vivre et (re)penser la ville : nouvelles perspectives - 1
insaniyat numéro 91
2021



Ce dossier a comme ambition d'impulser et de rendre visibles les recherches sur les villes algériennes. En même temps que le fait urbain évolue, les études urbaines font preuve depuis quelques années d'approches novatrices en déplaçant l'analyse vers des objets et des phénomènes encore peu étudiés.